

CRISE ANGLOPHONE ET EXPRESSION DE LA RÉSILIENCE SCOLAIRE CHEZ  
LES ÉLÈVES DÉPLACÉS INTERNES DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES À  
DOUALA

Harouna

Université de Douala, Cameroun

[harounaabraham@yahoo.fr](mailto:harounaabraham@yahoo.fr)

&

Marcelle SIMO

**Résumé :** Cet article explore les capacités adaptatives des enfants de parents déplacés internes à Douala et, questionne, l'effectivité de leur scolarisation en raison de leur exposition aux stress familiaux, aux survivances des traumatismes et aux dommages psychologiques consécutifs aux violences humaines dont ils ont été victimes dans les zones en crise. La démonstration consiste à mettre en relief la force de résistance des enfants de parents déplacés à la dépression mentale, en insistant sur les rôles joués par des acteurs de l'éducation dans la reconstruction d'une vie scolaire brutalement interrompue par des violences et tueries tant en milieu scolaire qu'en communauté. Autrement dit, dans quelle mesure peut-on considérer que l'école est un facteur de résilience chez les élèves déplacés internes de la crise anglophone ? Notre argumentation repose sur des données factuelles, collectées sur le terrain à partir des récits de vie auprès de 10 élèves, 10 parents déplacés internes et des entretiens semi-directifs avec 10 enseignants et responsables d'établissement publics. L'analyse se situe sous deux angles théoriques, entre autres le « bricolage » institutionnalisé et la théorie de la résilience. Les résultats montrent que les enfants déplacés en âge scolaire développent des habiletés sociales et des aptitudes scolaires malgré les problèmes d'inadaptation et des difficultés d'apprentissage dans le nouvel environnement marqué par le taux de redoublement et d'abandon scolaire. Pour pallier ces difficultés, les parents, à défaut d'un accompagnement institutionnel efficient, sont partagés entre inscrire les enfants dans les établissements privés qui assurent la continuité à coût élevé ou de les envoyer dans les établissements primaire publics au risque de les déchoir dans les classes inférieures dans sous-système éducatif francophone, faute de niveau en langue française.

**Mots-clés :** crise anglophone, résilience, scolarisation, déplacés internes, Douala

ANGLOPHONE CRISIS AND EXPRESSION OF SCHOOL RESILIENCE  
AMONG INTERNALLY DISPLACED STUDENTS IN PRIMARY SCHOOLS IN  
DOUALA

**Abstract:** This article explores the adaptive capacities of the children of internally displaced parents in Douala and questions the effectiveness of their schooling due to their exposure to family stress, the survivals of trauma and the psychological damage

resulting from the human violence they suffered. been victims in crisis areas. The demonstration consists in highlighting the strength of resistance of the children of displaced parents to mental depression, by insisting on the roles played by education actors in the reconstruction of a school life brutally interrupted by violence and killings both both in school and in the community. In other words, to what extent can we consider that school is a factor of resilience among internally displaced students during the Anglophone crisis? Our argument is based on factual data, collected in the field from the life stories of 10 students, 10 internally displaced parents and semi-structured interviews with 10 teachers and heads of public establishments. The analysis is situated under two theoretical angles, among others the institutionalized “tinkering” and the theory of resilience. The results show that displaced children of school age develop social skills and academic aptitudes despite the problems of maladjustment and learning difficulties in the new environment marked by the rate of repeating a year and dropping out of school. To overcome these difficulties, parents, in the absence of efficient institutional support, are torn between enrolling children in private establishments which ensure continuity at high cost or sending them to public primary establishments at the risk of dropping them in lower classes in the French-speaking educational subsystem, due to a lack of level in French.

**Keywords:** Anglophone crisis, resilience, schooling, internally displaced persons, Douala

## **Introduction**

Longtemps considéré comme un « havre de paix » en Afrique Centrale, le Cameroun est confronté à une instabilité sociopolitique marquée par la crise séparatiste dans les deux régions anglophones et les incursions meurtrières du groupe Boko Haram à l'Extrême Nord. Autrefois reconnu pour sa « stabilité relative » et son « hospitalité légendaire », l'État du Cameroun est maintenant en « faillite » au regard des crises sécuritaires qui hantent le quotidien de ses populations depuis presque une décennie. La recrudescence des crimes perpétrés par les affidés islamistes, les discours de sécessions et des tueries ignobles filmées et partagées sur des réseaux sociaux par des milices de la république virtuelle d'« Ambazonie », a contraint les civiles, soit à traverser les frontières internationales, soit à se déplacer à l'intérieur du territoire national.

En effet, la crise dite « anglophone » date d'octobre 2016. Initialement engagés par des revendications syndicalistes des enseignants et ensuite des avocats, ces mouvements de grève se sont complexifiés, remettant en débat la forme de l'État au Cameroun. Si pour des observateurs et analystes politiques, cette crise est tributaire de l'histoire et du double héritage colonial après la réunification (1961), d'autres évoquent un problème de mal gouvernance généralisée et non spécifique aux deux régions en crise (Lado Ludovic et Mballa Elanga Edmond VII, 2018). Pour les séparatistes défendant la cause anglophone, les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont marginalisées par les francophones, partie dominante du pays. Dans le souci de rétablir la paix et la

stabilité dans ces deux régions, des actions politiques sont entreprises : la création d'un comité national pour désarmer, démobiliser et réintégrer les milices sécessionnistes, la création d'une commission nationale pour la promotion du bilinguisme qui organisa le grand dialogue national et continue aujourd'hui à promouvoir le vivre ensemble, la mise sur pied d'un statut spécial aux deux zones en conflit dans le but de les reconstruire etc.

Malgré ces actions politiques visant à rétablir la sérénité et le pouvoir de l'État dans les régions en crise, les séparatistes sont restés campés sur leur position et perpètrent des scènes de barbarie tant sur les civils que sur les forces armées loyalistes. Tueries, incendies, viols et enlèvements avec rançon, infanticides etc. visant les agents de l'État obéissant au régime de Yaoundé, accroissent le taux des violations des droits humains, créant de ce fait des stupeurs au sein des populations qui, soupçonnées par les deux milices, ne savent à quel groupe armé se rallier pour garantir leur sécurité. Pris à la fois dans l'étau des forces loyalistes et séparatistes, les civils sont tantôt retranchés dans les brousses, tantôt obligés de fuir vers les villes voisines sécurisées.

Si la crise sociopolitique dans les régions anglophones a eu des répercussions non négligeables sur l'économie locale et nationale, ses effets n'ont pas épargné des secteurs clés de la vie publique, notamment l'éducation. Car, à la lecture des actes criminogènes, les hôpitaux et les écoles sont des cibles privilégiées des attaques violentes et meurtrières orchestrées par des bandes armées séparatistes. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), la destruction des écoles, les enlèvements des élèves et les exécutions des écoliers ont abouti à la fermeture ou la non opérationnalité de 4 100 écoles primaires publiques et de 744 lycées et collèges dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, pour une estimation moyenne de 855 000 élèves. L'imposition des « ghost town »<sup>1</sup> et l'obligation de cessation des activités académiques sous peine de sanctions allant des menaces aux crimes sont des pratiques courantes et considérées par des scissionnistes comme des armes de guerre ayant des effets directs sur l'économie et la vie publique de manière globale. Bien que les données statistiques au sujet de ces migrations forcées internes fassent l'objet des débats pour ceux qui les produisent et les manipulent, environ 10 500 enfants déplacés ont été recensés à Douala. Si les établissements confessionnels ont pu résister aux effroyables traques humaines et institutionnelles organisées par les « amba boys », l'impact de la crise dans le domaine de l'éducation est bien visible au regard de ses effets directs et indirects sur la vie académique des enfants déplacés. Au vue de la réalité de terrain, plusieurs facteurs liés ou non, influencent leurs performances scolaires.

Placés dans un contexte où les adultes eux-mêmes sont à la recherche des repères pour une meilleure appropriation des pratiques sociétales en milieu urbain, l'éducation des enfants déplacés revêt des préoccupations particulières en raison du fait que ni les systèmes scolaires, ni l'environnement habituel de vie ne leur sont identiques. Partis de petites villes ou de villages, les enfants sont soumis aux nouvelles exigences

---

<sup>1</sup> « Ghost town » est un terme anglais qui renvoie à « ville morte » en français.

qu'imposent vivre en ville. Contraints à la reconversion professionnelle et engagée dans de petits métiers de rue, bien des parents peinent à couvrir toutes les charges liées à la scolarisation des enfants, surtout dans un contexte où la gratuité de l'école n'est qu'une simple illusion (Mimché Honoré, 2006). Car, non seulement les coûts de l'éducation dans le système anglophone et dans les établissements privés sont élevés mais aussi, les capacités d'accueil dans les établissements publics sont limitées pouvant augmenter les taux de redoublement et de décrochage scolaire. Ceci nous amène à nous poser la question de savoir si l'école est un facteur de résilience chez les enfants déplacés internes de la crise anglophone au Cameroun. En d'autres termes, l'institution scolaire peut-elle être considérée comme un facteur de résilience ou de revictimisation pour les enfants déplacés internes à Douala ? Mieux, quel est le rôle de l'institution scolaire dans l'émergence de la résilience chez les enfants déplacés internes ? Et, quels sont les processus mis en jeu dans le cadre de l'école qui participeraient à la restructuration de l'état mental et psychologique des enfants déplacés malgré les conditions de vie marquées par d'extrêmes difficultés d'ordre familial ?

La thèse que nous nous proposons de soutenir est que, les enfants déplacés internes, qu'ils soient non accompagnés ou séparés de leurs parents bénéficient de quelque façon que cela soit, des solidarités formelles et informelles, pouvant les permettre de s'adapter et de se reconstruire des habiletés sociales et académiques. L'argumentation qui est faite autour de cette hypothèse est la résultante d'un ensemble des données de terrain issues à la fois de l'observation directe et des récits de vie menés auprès de 10 responsables et enseignants, 10 parents déplacés et 10 enfants inscrits dans les établissements scolaires publics de la place.

Au sujet de la résilience, la littérature scientifique reste dominée par deux grandes tendances analytiques : d'un côté, la résilience des systèmes écologique et socioécologique, et de l'autre côté, la résilience humaine et sociale. Si l'une comme l'autre met un accent particulier sur l'adaptabilité et la capacité à se réinventer après un choc, nous privilégions, pour les besoins de la présente contribution, l'analyse de la résilience scolaire sous l'angle humaine et sociale. De fait, la définition de la résilience a été marquée par plusieurs controverses. La conception la plus courante de la résilience est celle que propose Masten (1994) et Turner, Norman et Zung (1995). Pour ces auteurs, la résilience évoquerait l'habileté de l'enfant à s'adapter efficacement aux réalités de son environnement malgré les facteurs de risque et d'adversité. Masten et Coastsworth (1998) pensent que la résilience est un construit inférentiel. Il repose sur le postulat que l'enfant possède un statut à haut risque ou qu'il a été exposé à des expériences qui ont des conséquences négatives pour son développement. Pour Rutter (1987), la résilience doit être comprise comme un processus plutôt que d'aborder des facteurs de risques et de protection. Puentes-Neuman, Trudel et Breton (2007) affirment à cet effet qu'« *il s'agit non seulement d'identifier les facteurs qui agissent en facteur ou au détriment de l'adaptation, mais aussi de comprendre comment ces facteurs interagissent en présence des caractéristiques spécifiques d'un individu dans un contexte donné* » L'insertion en milieu scolaire pose des problèmes d'adaptation chez les

apprenants, nouveaux ou anciens. Étudier le phénomène de la résilience suppose la prise en compte des dimensions familiales, économiques, culturelles ou géographiques. Le manque des ressources matérielles et humaines, le dysfonctionnement des relations conjugales (Belsky, 1984), les problèmes de santé mentale chez les parents (Tiet, Bird et al. 2001), les pratiques éducatives inappropriées (Patterson, Reid et Dishion, 1992), le milieu familial socio-économiquement défavorisé (Garmezzy, 1991 ; Rutter, 1979), le stress familial (Egeland et Kreutzer, 1991) sont entre autres des variables pertinentes dans l'étude de la résilience scolaire. Pour ce faire, nous allons dans un premier temps montrer le caractère résilient de l'école et dans un second temps analyser les effets pervers de la migration interne forcée sur les enfants malgré leur scolarisation.

### 1. Démarche méthodologique

Au total, 30 personnes constituées de 10 élèves, 10 parents déplacés internes de la crise dite anglophone et de 10 enseignants ont participé à l'étude. Les 10 élèves des deux genres, déplacés internes de la crise dite anglophone et inscrits dans les écoles publiques du département du Wouri, région du Littoral au Cameroun, ont été sélectionnés sous la base du fait qu'ils ont été des témoins des violences orchestrées sur leurs camarades et leurs enseignants dans les salles de classe durant la crise. Leurs parents ou tuteurs sont systématiquement retenus pour l'enquête afin qu'ils nous rendent compte exhaustivement de l'état d'esprit global de leurs enfants pendant cette période de transition et d'intégration dans de nouvelles écoles. Les enseignants quant à eux ont été choisis en raison du fait qu'ils jouent plusieurs rôles aux côtés de ces élèves traumatisés et qui par ailleurs ont des besoins d'assistance psychosociale ou matérielle. Au début de l'étude, les chefs de ménage ont accepté volontiers de nous recevoir chez eux et nous laisser collecter les données nécessaires à la réalisation du projet auprès de leur famille, mais sous réserve du respect de la confidentialité.

En effet, les enquêtes se sont déroulées dans les quartiers des arrondissements de Douala 4<sup>e</sup>, Douala 5<sup>e</sup> et Douala 3<sup>e</sup>, où on note la présence élevée des personnes déplacées, notamment à Bonambome, Bonabérie, Maképé Missoké etc. Les récits de vie des enfants s'accrochent sur des thématiques dignes d'intérêt scientifique pour une étude sur les résiliences scolaires. Les sentiments envers l'école (climat social, relation avec les pairs, les matières scolaires), la santé mentale (angoisse, anxiété, dépression, trouble de conduite), la compétence et l'estime de soi, ont été évoqués et explorés lors de nos échanges sous l'œil complice de leurs parents. Dans le ménage, les répondants choisis sont les mères en raison de ce qu'elles sont plus présentes et ont plus la maîtrise de la fluctuation comportementale des enfants tant au niveau familial que scolaire. Avec elles, les entretiens ont porté entre autres sur le stress familial, le tempérament des enfants, les valeurs et les pratiques éducatives etc. Les enseignants quant à eux ont été entretenus dans leurs écoles pendant les périodes de pause pour les uns ou à la sortie des classes pour les autres. Leurs interventions ont été focalisées sur l'adaptation scolaire (inattention, anxiété, turbulence, pro-sociabilité).

Sur le plan analytique, nous nous référons à la théorie de la capabilité d'Armantya Sen (1992, 1999) pour mettre en relief l'aptitude des parents d'élèves déplacés internes à transformer les valeurs éthiques, à se reconstruire socialement et à s'élever pour faire face à de nouvelles situations, contrairement à d'autres victimes des violences dues à la crise anglophone qui subissent fatalement le choc traumatique dans leur milieu d'accueil. Engagés et mus comme par une force surnaturelle, les déplacés internes et leurs enfants croient fermement à une nouvelle vie, « réalisme de l'espérance », (Vanistendael, 1996) loin des réalités cauchemardesques qu'ils ont vécues dans leurs villages et écoles. Pour compléter notre compréhension de la résilience sociale et scolaire des enfants déplacés internes à Douala, il convient de placer l'analyse sous l'angle du « bricolage institutionnalisé » (Lascombes, 1994). Car, l'action publique en réponse aux urgences consécutives à la crise anglophone est une logique d'adaptation pragmatique à court terme en lien avec les circonstances et les contraintes du moment. En fait, le gouvernement essaie d'agir aux yeux de l'opinion publique sur la prise en charge des déplacés afin d'apparaître efficace et d'accroître son crédit politique. Mais, on note par la suite l'incapacité des pouvoirs publics à répondre adéquatement aux besoins des enfants déplacés scolarisés malgré son intention et ses discours.

## 2. Résultats

A partir de l'analyse des données textuelles collectées sur le terrain auprès des élèves eux-mêmes, leurs enseignants et leurs parents, il en ressort que la résilience scolaire des enfants déplacés internes à Douala dépend à la fois des efforts personnels des enfants et de l'accompagnement familial, sans négliger les efforts des enseignants qui vivent au quotidien les effets des traumatismes vécus par les apprenants.

### 2.1 Crise anglophone et guerre des chiffres

La médiatisation des effets de la crise anglophone, notamment les souffrances humaines amène les observateurs tant politiques que civiles à évaluer et à catégoriser les victimes. Il s'agit, à première vue, pour les uns et les autres, de produire des données statistiques pour mesurer et déterminer la proportion des personnes affectées par la crise, soit en termes de mort, soit en termes personnes déplacées. En d'autres termes, les opérations de guerres dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest ont été marquées par des décomptes, descriptions et des comparaisons, toutes choses pouvant rassurer de la neutralité, rationalité et de l'objectivité des chiffres produits pour mesurer l'insécurité d'un côté ou la sécurité de l'autre côté.

Cependant, des ambiguïtés, des contingences et des controverses au sujet des données chiffrées relatives à la crise anglophone continuent de faire le débat tant il est vrai qu'elles ne font pas l'unanimité quelles que soient les sources. Le doute est davantage nourri par le fait que, au Cameroun, les seuls services officiels de statistiques crédibles ne sont pas associés à la production des données. En fait, l'UNICEF, à travers la voix de Marixie Mercado, affirme que « plus de 850000 enfants ont déserté les écoles dans

les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun à cause de la violence ». Selon ONU info (05/11/2019), plus de 855000 enfants sont privés d'école par l'instabilité dans les régions anglophones selon l'UNICEF. Dans ces mêmes zones, poursuit le journal, 4100 écoles primaires publiques et 744 secondaires ont été fermées ou sont non opérationnelles. Si les rapports produits par des ONG internationales, notamment Human Watch Rights (HWR) et Médecin Sans Frontière (MSF) sont réfutés et contestés par le gouvernement camerounais qui émet des réserves sur la fiabilité et l'objectivité de leurs données, il n'en demeure pas moins que leurs avis influencent radicalement la position de l'UNICEF et de l'UNESCO, principaux défenseurs de l'éducation des enfants. De fait, le Ministère de l'Education de Base (MINEDUB, 2022), appuyé par l'Institut National de la Statistique (INS) et de la section « Education » de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) du Bureau Régional Multisectoriel pour l'Afrique Centrale, a produit un rapport d'analyse des données du recensement scolaire, à partir de l'annuaire statistique 2020/2021 et des données statistiques relevant de la compétence du HCR.

Tableau 1 : couverture scolaire dans le cycle préscolaire des enfants déplacés interne en 2021

	<i>Effectif des PDI au préscolaire</i>			<i>Population en âge préscolaire (4-5 ans)</i>			<i>Taux brut de préscolarisation</i>		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T
<b>PDI (crise LCB)</b>	216	245	461	38347	38375	38361	1%	1%	1%
<b>PDI (Crise NWSW)</b>	4969	4920	9889	84710	84771	84741	6%	6%	12%
<b>Grand Total</b>	5185	5165	10350	123058	123145	123102	4%	4%	8%

Source : Source : Rapport d'analyse des données du recensement scolaire 2020-2021

Tableau 2 : couverture scolaire dans le cycle primaire des enfants déplacés interne en 2021

	<i>Effectif des PDI au préscolaire</i>			<i>Population en âge préscolaire (4-5 ans)</i>			<i>Taux brut de préscolarisation</i>		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T
<b>PDI (crise LCB)</b>	16938	21522	38460	106162	105935	106048	16%	20%	36%
<b>PDI (Crise NWSW)<sup>2</sup></b>	46033	46537	92570	234515	234013	234264	20%	20%	40%
<b>Grand Total</b>	62971	68059	131030	340677	339948	340312	18%	20%	39%

Source : Rapport d'analyse des données du recensement scolaire 2020-2021

<sup>2</sup> Crise du NWSW désigne la crise dans North West et le South West, traduction anglaise de la crise dans la Nord-Ouest et le Sud-Ouest

Au regard des données des tableaux 1 et 2, les populations déplacées internes de la crise dans le North West et le South West sont considérablement moins nombreux que les chiffres énoncés par l'UNICEF. Selon la directrice des affaires générales du MINEDUB (Douala), repris par l'UNICEF, environ 10500 enfants déplacés sont venus grossir les effectifs dans les écoles publiques, exceptés ceux inscrits dans les écoles privées. Or, les données officielles produits sur la base de la réalité de terrain dans toutes les écoles laïcs et confessionnelles montrent que les effectifs recensés dans tous les arrondissements de Douala entre 2019 et 2021 sont au-dessous de l'évaluation précédente ci-dessus.

Tableau 3 : Statistiques des enfants déplacés internes scolarisés dans le département du Wouri

DEPLACES INTERNES ANNEE SCOLAIRE 2019/2020																					
IAEB	SIL			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
DOUALA 1	36	41	77	29	35	64	36	44	80	34	37	71	40	49	89	74	77	151	249	283	532
DOUALA 2	72	75	147	63	71	134	52	53	105	73	80	153	84	64	130	84	54	138	428	397	825
DOUALA 3	132	121	273	114	119	233	125	112	237	106	120	226	127	132	259	91	101	192	715	705	1420
DOUALA 4	275	284	559	238	244	482	288	270	558	292	278	570	239	279	518	249	254	503	1581	1609	3190
DOUALA 5	143	114	257	72	87	159	105	101	206	99	99	198	75	95	170	74	82	156	568	578	1146
DOUALA 6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>658</b>	<b>635</b>	<b>1313</b>	<b>516</b>	<b>556</b>	<b>1072</b>	<b>606</b>	<b>580</b>	<b>1186</b>	<b>604</b>	<b>614</b>	<b>1218</b>	<b>565</b>	<b>619</b>	<b>1166</b>	<b>572</b>	<b>568</b>	<b>1140</b>	<b>3541</b>	<b>3572</b>	<b>7113</b>

Source : Délégation Régionale de l'Education de Base, Littoral.

Tableau 4 : Statistiques des enfants déplacés internes scolarisés en 2020-2021

DEPARTEMENT DU WOURI																	
IAEB DU WOURI	EFFECTIFS/ELEVES 2020/2021																
	SIL		CP		CE1		CE2		CM1		CM2		TOTAL				
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	T		
DOUALA 1	51	63	60	73	64	64	59	86	85	88	85	426	404	459	863		
DOUALA 2	108	89	103	102	86	94	91	97	96	92	101	571	585	575	1160		
DOUALA 3	146	149	127	146	140	155	141	126	124	152	153	881	831	881	1712		
DOUALA 4	276	222	261	239	281	300	244	248	264	284	251	1564	1577	1544	3121		
DOUALA 5	178	149	146	129	180	149	126	140	123	136	127	881	880	830	1710		
DOUALA 6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>DEPLACES INTERNES</b>	<b>759</b>	<b>672</b>	<b>697</b>	<b>689</b>	<b>751</b>	<b>762</b>	<b>661</b>	<b>697</b>	<b>692</b>	<b>752</b>	<b>717</b>	<b>4323</b>	<b>4277</b>	<b>4289</b>	<b>8566</b>		

Source : Délégation Régionale de l'Education de Base, Littoral

L'analyse du tableau 3 et 4 montre bien qu'il y ait un écart non négligeable entre les données statistiques établies par plusieurs acteurs pour rendre compte d'une même réalité sociale sur un même espace d'observation. Qu'est ce qui se cache tant derrière ces chiffres à la fois contradictoires et polémiquant ? En fait, loin des logiques et des enjeux qui sous-tendent la production des chiffres en catégories humaines en crise par les ONG, institutions onusiennes et gouvernementales, les données collectées par



l'institution en charge de l'éducation et qui couvre notre espace géographique d'étude attestent que 7 113 enfants déplacés ont été inscrits dans tous les établissements primaires, laïcs et confessionnels en 2019-2020 et 8 566 en 2020-2021. Par ailleurs, il ressort de ces tableaux que les arrondissements de Douala 4<sup>e</sup>, Douala 3<sup>e</sup> et Douala 5<sup>e</sup> enregistrent plus d'enfants déplacés scolarisés que d'autres, soit (3 121,3190) ; (1 712,1420) et (1 710,1146). Si le nombre d'élèves a augmenté de 1453 sur les deux années consécutives, on se pose la question de savoir ce qui est au fondement de l'adaptation scolaire des enfants sous le choc de la crise et du déplacement forcé ?

## **2.2 Interactions dans la scolarisation et la construction de la résilience chez les élèves déplacés interne à Douala**

### **2.2.1 Les efforts de résilience chez les enfants déplacés internes**

Bien que considéré comme des personnes immatures et dépendant entièrement de l'univers familial et de l'environnement social, les enfants, notamment des déplacés internes sont au centre de leur propre adaptation en milieu scolaire. Si on peut lire l'anxiété dans les yeux de ces enfants aux premières semaines des classes, l'expérience de terrain montre qu'ils tissent progressivement des liens d'amitié, de collaboration voire de familiarité avec leurs camarades de classe, fussent-ils des anglophones comme eux ou non.

Très souvent, le stress familial est considéré comme une variable pouvant compromettre l'adaptation des enfants, en particulier qui traversent des périodes de crises post-traumatiques, consécutives aux violences physiques, psychologiques et viols dont ils ont été victimes dans leurs écoles ou leur communauté d'appartenance dans le Lébialem. Mais, au regard de l'observation directe de la réalité de terrain dans les familles déplacées à Mabanda et Bonambomé à Bonabérie, les comportements socio-scolaires des apprenants et les visées socio-éducatives des parents attestent des changements positifs opérés dans leurs vies de migrants à Douala. Les parents qui s'expriment disent être « *optimistes pour le reste du temps* » et ont « *espoir de voir leurs enfants oublier leur passé et s'intéresser à leurs études comme auparavant* ». Après trois entretiens consécutifs avec un même élève du Cours Moyen deuxième année (CM2), il ressort de ses propos qu'il est régulier et actif dans sa salle de classe. Son engagement pour l'école est nourri par l'intention de devenir un jour médecin ou haut gradé de l'armée afin de sauver aussi la vie des gens. Sa mère quant à elle exprime le même vœu, mais elle révèle que son enfant fait de cauchemars certaines nuits, car il n'a pas totalement oublié la mort brutale de ses camarades à l'école. « Mais, il tient bon quand même » affirme-t-elle.

L'exploitation des données textuelles a permis de comprendre que plusieurs autres variables entrent en jeu et déterminent la vitesse du processus adaptatif individuel des enfants. Des interactions personnelles avec des pairs et des enseignants, des élèves déplacés développent des relations d'attachement, cette affection et sympathie qui les fixent sur de nouvelles personnes pour qui ils ont désormais confiance et estime. Par ce canal, chacun des élèves résilients construit posément l'estime de soi-même s'il faut

le compléter par le sentiment intime que quiconque a de l'école. Il faut dire que la qualité de l'adaptation scolaire des enfants déplacés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest au Cameroun, dépend aussi en partie de l'importance des perceptions que les élèves ont d'eux-mêmes et de leur propre vécu quotidien. Ce qui nous amène à nous demander comment se sentent-ils lorsqu'ils sont dans les aires de jeu ou en classe avec leurs camarades ? Les stéréotypes et autres discriminations basés sur le statut des parents, origine ethnique, appartenance régionale ou langagière (anglophone/francophone) impactent-ils leur capacité d'adaptation en milieu scolaire ?

Il ressort des récits de vie des enfants déplacés internes que leur intégration et leur acceptation a été progressive à l'école. Si certains se sont fait des amis de classe au premier jour des classes, d'autres par contre ont attendu plusieurs mois avant de se sentir en sécurité. De manière globale, les élèves déplacés internes inscrits dans le sous-système anglophone se sont vite adaptés à cause de la langue (anglais) et surtout les notions de vivre ensemble enseignées dans toutes les classes. Entre camarades et enseignants, les échanges sont fluides. Seul, disent-ils, l'attention que leur portaient les enseignants et les directeurs d'école, les distinguait des autres. Ceux des enfants ayant été inscrits dans le sous-système francophone ont eu un peu plus de difficultés, car disent-ils, la langue fut momentanément une barrière. Leur défi au départ était celui d'apprendre à lire et à parler le français d'intégrer les groupes de jeu en récréation. Les enseignants quant à eux estiment que les enfants déplacés internes sont de deux catégories : le groupe d'enfants résilients et groupe des non résilients. Le groupe constitué des élèves résilients est marqué par le développement des comportements individuels favorables à l'apprentissage. Selon une des directrices d'école interviewée, les indices d'adaptation sont spécifiques à chaque élève. Leur humeur, endurance, interaction sociale, attention, conduite ou leur climat, etc. séparés ou combinés, définissent les capacités de construction de la résilience par des apprenants pris individuellement ou collectivement.

### *2.2.2 La contribution des enseignants dans la préparation au développement des aptitudes scolaires des enfants déplacés internes du NW/SW*

Les enseignements constituent le pilier essentiel sur lequel repose principalement l'intégration des enfants à l'école. Les paroles, les actes et les comportements des maîtres sont tellement significatifs dans la vie scolaire des élèves tant il est vrai, certains enfants s'identifient plus à leurs enseignants que leurs parents. Dans le contexte de notre réflexion, le rôle des enseignants est double. Car, selon eux, ils agissent sur leurs apprenants, notamment les déplacés internes, en fonction de leur caractère. Suivant les cas, et en fonction du diagnostic qu'ils posent sur leurs apprenants, certains maîtres sont préoccupés soit par le suivi de l'habileté socioaffective de leurs élèves tandis que d'autres sont plutôt soucieux des habiletés scolaires et sociales de ces derniers (Puentes-Neuman Guadalupe, Trudel Marcel, Breton Stéphanie, 2007).

De fait, les enseignants accompagnent les enfants déplacés qui doivent puiser d'important stock de ressources personnelles emmagasinées et construits pendant les

années scolaires qui précèdent les crises en zones anglophones. En collaboration étroite avec des familles, les enseignants usent de plusieurs tactes pour aider les enfants à se reconstruire, à trouver des solutions aux préoccupations individuelles des élèves afin d'anticiper sur les échecs et puis leur donner le sentiment d'être avec eux pour leur réussite scolaire. La tâche ne semble pas facile au regard des réalités de terrain, les écoles ne disposant ni des services d'orientation, ni d'un service social où psychologue, sociologue et médecins peuvent aider à soulager les crises post-traumatiques. Le soutien psychologique, matériel et même nutritionnel des enfants déplacés repose parfois sur les enseignants dont la seule satisfaction est de voir leurs élèves réussir. Selon un maître d'une école publique de la place, «il faut reconnaître que depuis le début de la crise, les enseignants que nous sommes avons reçus plusieurs formations venant de nos responsables DDEB/DREB voire le ministre sur les stratégies d'enseignement en situation de crise et le point focal reposait sur les stratégies d'accueil et d'intégration des déplacés internes pour favoriser leur nouvelle intégration ». Bien qu'ils soient réalistes et utilisent des méthodes basées sur des connaissances de la psychologie de l'enfant, il existe bien des enfants qui résistent à l'intégration scolaire. Mais, leur inadaptation à l'école est liée selon ces enseignants, aux stress familiaux et au manque de volonté chez certains apprenants qui préfèrent être isolés dans leur coin que de jouer avec les autres. « Ces types de sujets sont pour la plupart, dormeurs, rêveurs, anxieux, inattentifs et accordent peu d'intérêt à l'apprentissage. [...] On se déploie autant que peu pour réduire les cas d'échec bien que cela impossible » conclut-elle. Il ressort clairement de ces allégations que les antécédents familiaux et communautaires ont un impact sur la réinsertion et la rééducation des enfants déplacés à l'école. La crise avec ses effets pervers agit négativement sur la scolarisation ultérieure des enfants qui peinent à reconstruire leur univers mental et psychologique d'antan.

### *2.2.3 Le rôle de la famille dans l'accompagnement des enfants déplacés et scolarisés*

La famille est le principal agent de socialisation des enfants. Dans un contexte marqué par une désorganisation sociale, notamment le dysfonctionnement du système éducatif, les parents jouent un rôle irremplaçable dans la rééducation des enfants, tant il est vrai qu'ils sont traumatisés et en perte de repères. En fait, la résilience scolaire chez les élèves déplacés dans le NW/SW doit être appréciée à partir de la résilience familiale dans sa totalité. Car, sa désarticulation impacte sur sa capacité à jouer ses différents attributs tels que la fonction de production, de transmission du patrimoine, de solidarité, d'éducation/socialisation, et d'affection. Or, dans une situation de migration forcée, plusieurs de ces missions sont altérées entraînant ainsi des modifications dans l'organisation et le fonctionnement de l'unité domestique. Il s'agit ainsi de réorganiser la vie familiale pour s'adapter dans un nouvel environnement, qui, (dé) favorable, impose aux déplacés internes les reconversions professionnelles ou de métiers, l'apprentissage des nouveaux codes, valeurs, normes afin de mieux s'intégrer. La capacité de la famille à pouvoir se réadapter et remplir ses obligations vis-à-vis de ses descendants est un trait d'union pouvant faciliter également la résilience scolaire de leurs enfants.

En fait, les enfants séparés de leur famille, les orphelins de la crise anglophone, les enfants issus des milieux socio-économiques défavorisés à cause de la crise ou ceux appartenant aux familles stressées construisent différemment leur insertion sociale et scolaire. Étudier le phénomène de la résilience chez les élèves déplacés exige donc de prendre en compte ces éléments afin de les comprendre et les traiter spécifiquement. La responsabilité des familles commence par l'observation des nouvelles habitudes scolaires des enfants. Le décalage entre le comportement désiré et celui adopté par les enfants déplacés fait l'objet d'échange entre parents et enseignants. Si les parents fournissent des informations utiles aux enseignants sur les attitudes de leurs enfants, il n'en demeure pas moins que leurs comportements socio-éducatifs déterminent la qualité de résilience à l'école.

Pour les parents, le suivi psychologique de leurs enfants est un devoir qui procède par plusieurs gestes afin de combattre efficacement les stress post-traumatiques chez les enfants choqués. Dans cette reconstruction mentale, les parents déplacés essaient en ce qui les concerne de marquer leur solidarité et leur affection à leurs enfants. Cette marque d'attention s'opère différemment selon les familles. Pour les uns, l'option choisie est le divertissement des enfants. Pour cette catégorie des parents aux revenus moyens, du footing ou une marche sportive tous les week-ends dans les artères de la ville permet aux enfants de soulager leur esprit. Certains programmes du week-end peuvent inclure des sorties pour les manèges où ils peuvent se divertir en jouant avec d'autres enfants. À défaut des moyens et du temps pour amener les enfants au sport ou dans des espaces où sont pratiquées des activités ludiques, d'autres parents préfèrent plutôt les garder proches d'eux. Il s'agit pour ces parents d'évaluer les difficultés qu'ils ont afin de leur apporter des réconforts, toute chose utile pour garder espoir qu'une nouvelle vie est possible. Dans ce cas de figure, les enfants jouent sur les affects des aînés qui les surprotègent, évitant tout incident pouvant encore créer des scènes de panique en famille.

Cette implication directe des parents dans la gestion des stress en famille est un tremplin qui facilite l'intégration en milieu scolaire. Rassurés de la présence, du soutien, de l'affection et de l'amitié qu'ils leur apportent, les élèves déplacés internes de la crise anglophone à Douala s'insèrent durablement dans leur environnement social et scolaire où ils sont appelés à apprendre avec les autres.

#### *2.2.4 L'action institutionnelle dans le processus de la construction de la résilience chez les déplacés scolarisés*

Depuis le déclenchement de la crise et les déplacements inopinés des populations dans le NW/ SW à la recherche d'une terre d'asile à l'intérieur ou à travers les frontières internationales, les actions de l'Etat n'ont pas tardé. L'appui de l'Etat commence par les opérations d'accueil et de premiers secours. Alertés sans doute par les autorités traditionnelles, les leaders des communautés, les médias et les responsables des différentes administrations, viennent sur le terrain pour rassurer la masse des femmes et d'enfants déplacés. En plus de l'accueil et des soutiens psychologiques de masse que leur offre les représentants ministériels concernés, les déplacés internes de la ville de Douala bénéficient aussi de la solidarité des ONG et associations. Si le plan d'urgence

humanitaire mis sur pied par le gouvernement de la république en juin 2018 prévoit en son onzième point la prise en compte des problématiques des déplacés internes, l'effectivité et la continuité des actions de protection et de soutien de l'Etat reste à questionner.

Dans la zone urbaine de Douala, quelques actions ont été menés dans ce sens, notamment la distribution du matériel de couchage (matelas, couverture, draps etc.), des vivres et du cash à certains ménages. Les services des affaires sociaux reçoivent les déplacés internes et leur offre des soutiens psycho-médicaux et matériels suivant les cas au niveau des mairies ou des délégations départementales et régionales du ministère des affaires sociales. Par ailleurs, la Croix-Rouge camerounaise en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), distribuent des produits vivriers de première nécessité à plusieurs centaines de familles déshéritées. En dehors des dénonciations faites par les autorités ecclésiastiques catholiques et presbytériennes dont les infrastructures écolières et hospitalières ont été violemment attaquées, incendiées et y faisant de nombreux morts et de blessés, leur sympathie en faveur des déplacés internes à Douala n'a pas tardé à se manifester. Estimés à plus de 6000 fidèles selon la Communauté de Vie Chrétienne dans les paroisses de Mbangué, Bonamoussadi et Bonabéri, les fidèles chrétiens déplacés reçoivent des dons divers de l'Eglise Presbytérienne, du Bureau d'Actions Socio-Caritatives (BASC) et de l'ONG CARITAS. Par des prières, les prélats, frères et amis dévots réconfortent les familles et les encouragent à raffermir davantage leur foi face aux épreuves de l'asile.

En outre, et spécifiquement en rapport avec l'éducation, la gratuité de l'école primaire joue en faveur de la scolarisation des enfants de parents déplacés internes à Douala. Si son effectivité peut faire l'objet de discussion au regard d'autres obligations liées à l'éducation, elle est brandie comme une preuve avérée par les autorités en charge de l'éducation dans la recherche des solutions durables dans la gestion de la crise humanitaire consécutive à l'entassement des déplacés internes dans les grandes agglomérations du pays. Conscient du fait que d'importantes familles n'ont pas pu prendre sur elles tous les papiers importants relatifs à l'éducation de leurs enfants, le gouvernement, par le truchement des Ministères de l'Education de Base et celui des Enseignements Secondaires, a autorisé par la voie d'une note conjointe, le recrutement systématique et sans conditions de tous les élèves déplacés dans les établissements publics des zones d'accueil. Cela a permis à plusieurs déplacés de faire recruter leurs enfants gratuitement dans des écoles de la place sans bulletins, actes de naissance ou autres pièces attestant leur niveau de scolarisation antérieur. Le respect de cette instruction ministérielle est marqué par les taux élevés des effectifs dans les écoles des quartiers reconnus comme des fiefs des anglophones déplacés, notamment les écoles primaires publiques de Logpom (groupe 1A, 1B, 2A et 2B), de Sodikombo à Bonabérie (groupe 1, 2 et 3) etc. Au regard des efforts consentis par les institutions gouvernementales pour la prise en charge effective des déplacés, essentiellement

l'accompagnement scolaire des élèves, il est clair que la volonté et le sacrifice politique soient jusque-là insuffisant.

Tableau 5 : Carte scolaire primaire 2019-2020, synthèse département du Wouri

	EP: 207		ECOLES CATH: 49		E PROT: 36		E ISL: 08		ECOLES LAICS : 1681		NOMBRE D'ECOLES : 1 981			
	EFFECTIFS/ELEVES													
	SIL		CP		CE1		CE2		CM1		CM2		TOTAL	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
Douala 1er	2807	2907	2859	2935	2880	2964	2724	2859	2731	2607	2268	2125	16269	16397
Douala 2ème	2533	2528	2493	2298	2403	2384	2381	2263	2284	2207	2024	1864	14118	13544
Douala 3ème	13074	12931	12448	12619	12902	12818	11997	12029	11411	11573	10998	10816	72830	72786
Douala 4ème	5340	5257	5135	5094	5536	5185	5220	5119	5140	4899	4988	4744	31359	30298
Douala 5ème	9035	9373	9081	9291	9054	9492	8606	8445	8122	7915	7276	6861	51174	51377
Douala 6	565	510	491	447	442	395	414	370	322	298	127	125	2361	2145
EFF/ELVES	33354	33506	32507	32684	33217	33238	31342	31085	30010	29499	27681	26535	188111	186547
REDOUBLANTS	1270	1071	941	778	1323	1161	1207	1091	1454	1229	775	681	6970	6011
EFF/SANS ACTES	1032	963	746	707	614	603	549	570	433	481	135	722	3509	3453
EFF/DEPLACES	678	635	516	556	606	580	604	614	565	620	572	568	3541	3573

Source : Délégation Régionale de l'Éducation de Base

De cette configuration systémique de l'enseignement de base établie dans le tableau ci-dessus, il ressort que toutes les écoles (catholiques, protestantes, islamiques et laïcs) ont reçu les élèves déplacés internes et les ont soutenus de quelque façon que cela soit. Sur un total de 374 658 enfants scolarisés dans le Wouri en 2019-2020, seuls 7114 enfants sont issus des familles déplacées, soit un pourcentage de 1,9 %. Sur la base de ces données statistiques, plus de 96,5 % d'élèves vont en classe supérieure contre 3,5 % qui redoublent. Le taux négligeable d'échec scolaire constitue des indices qui témoignent de ce que l'adaptation scolaire et sociale des élèves est efficace. Cette capacité des élèves à résister au choc est le fruit d'une combinaison de facteur à la fois institutionnel et familial, sans oublier les efforts individuels des élèves eux-mêmes. S'il est évident que les enfants déplacés aient échoués au même titre que leurs camarades francophones, leurs résultats restent reluisants de manière globale. Cette résilience scolaire des élèves déplacés internes est d'autant plus remarquable qu'aux résultats des examens et concours officiels, les établissements ont des scores de 100 %, toute chose qui confirme l'adaptabilité dans les nouvelles écoles. « Au secondary entrance examination et au First School Leaving Certificate (FSLC), tous ou presque tous les candidats ont réussi. Les élèves déplacés, bien que minoritaires dans nos établissements scolaires, réalisent de meilleures performances malgré quelques difficultés d'apprentissage que l'on peut noter çà et là », note le sous-directeur des examens et concours. Mais cette lueur d'espoir est entachée des irrégularités qui n'ont pas permis à tous les enfants déplacés d'aller à l'école ou de s'adapter aux défis qu'impose la vie scolaire en période de crise.

### 3. Discussions

L'insertion sociale et scolaire des enfants déplacés internes dans leur environnement scolaire ne se fait pas sans heurts. Ces enfants font face à de nombreuses difficultés qui, même si elles ne sont pas de nature à bloquer complètement leur processus de résilience scolaire les affecte différemment. On peut relever l'incapacité des pouvoirs publics à répondre efficacement aux préoccupations humanitaires des personnes déplacées et les stress familiaux.

#### *3.1 La réponse à la crise humanitaire relative aux déplacés internes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à Douala : un « bricolage institutionnalisé »*

Pour faciliter la résilience des familles déplacées, le gouvernement du Cameroun s'est préoccupé à trouver des solutions palliatives à la crise, mais surtout trouver des facilités pour la continuité de la scolarisation des enfants. Au regard du vécu quotidien des déplacés internes et prenant en compte les rôles joués par les institutions gouvernementales en lien avec la stabilisation des familles déplacées dans les différentes zones d'accueil, on peut affirmer que la réponse institutionnelle de manière globale est inorganisée, inopportune, inadéquate et insuffisante. Certes, le Cameroun fait face à de nombreuses préoccupations humanitaires dues aux crises sécuritaires à l'Extrême-Nord (activités insurrectionnelles du Boko Haram) et dans le Nord-Ouest le Sud-Ouest (activités séditionnelles des séparatistes) auxquelles il faut ajouter la crise humanitaire consécutive avec l'arrivée massive des réfugiés centrafricains (258 779) et nigériens (96 367) depuis 2014 (Lemougoé Eric, 2019).

Cependant on s'interroge sur la capacité du gouvernement à prévoir et à gérer les crises qui sont des situations contingentes. Si dans l'organigramme du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) figure en bonne place la Direction de la Protection Civile (DPC) et que le Cameroun soit doté d'un Plan National de Contingence (PNC) depuis 2002, force est de constater que le gouvernement n'est pas préparé efficacement à gérer les risques sociaux, notamment les afflux des réfugiés et les déplacements internes des citoyens. Or, ces deux instances, mises ensemble, ont la lourde mission de prévenir et de gérer les catastrophes quelles qu'elles soient.

Malheureusement, on peut, en se référant à la situation des déplacés internes, notamment la scolarisation des élèves brutalement séparés de leurs enseignants et écoles, se rendre à l'évidence que les pouvoirs publics ont du mal à faire des choix probants pour une reprise systématique des classes par les enfants déplacés. Une pléthore d'enfants a perdu leur scolarité et certains ont dû abandonner définitivement l'école pour des besoins d'accompagnement. Selon le prêtre jésuite Ludovic Lado<sup>3</sup> abordant la question de la scolarisation des enfants des déplacés internes, « la relocalisation s'accompagne parfois du phénomène de délaisement des tout petits

---

<sup>3</sup> <https://actucameroun.com> › Actualités

enfants. ... Beaucoup d'enfants déplacés internes ne vont pas à l'école faute de moyen. » Ces déperditions scolaires sont perceptibles à travers les données statistiques du tableau 2 duquel il ressort que seuls 40 % d'enfants déplacés de la crise anglophone en âge de scolarisation primaire, vont à l'école. À cela faut-il ajouter l'ineffectivité de la gratuité de l'école. Car, les établissements scolaires organisent des activités périscolaires dont la participation financière est obligatoire. Si dans les faits ces activités récréatives contribuent au développement mental et psychique des enfants, plusieurs parents n'ont pas assez de moyens financiers pour payer les activités périscolaires. Instables socialement et économiquement, leurs petites économies les servent à solder les besoins urgents.

Un autre défi et non le moindre est la prise en charge psychologique et médicale des enfants déplacés. Les établissements primaires au Cameroun ne sont pas dotés des services psycho-social et médical. Les rôles de médecin, psychologue et de sociologue sont joués par des seuls maîtres qui doivent à la fois apprendre aux enfants et diagnostiquer le mal-être social ou psychologique de leurs apprenants. Pour le rappeler, ces enseignants, bien qu'ils aient la volonté et la force d'aider les enfants en difficulté, n'ont pas des connaissances appropriées et du matériel nécessaire pour gérer des enfants partis des zones en conflits et développant des troubles (stress) post-traumatiques. Ces enfants, selon les enseignants vivent isolés et ont peur des regards des autres, toute chose qui ne facilite pas leur intégration à leurs pairs à l'école. Ils restent scotchés sur leurs maîtresses, développent des signes de lassitude et d'anxiété, ce qui aboutit au rejet des autres. Dans ce contexte, leur épanouissement est limité et l'adaptation sociale et scolaire difficile à reconstruire. Or, si ces institutions scolaires de bases avaient été dotées du personnel médical et psychosocial, ne serait-ce que pendant des périodes de transition, cela aurait pu aider à refaire la santé mentale des enfants et par la même occasion améliorer les performances et par conséquent, réduire le taux d'échec scolaire. Les habiletés sociales et scolaires des enfants traumatisés dépendent de la qualité d'écoute et du soutien psychologique approprié apporté aux victimes en fonction des violences subies.

Une autre préoccupation et non la moindre est celle liée à l'accès aux écoles anglophones publiques dans zone urbaine de Douala. Comparativement aux écoles primaires publiques, les écoles anglophones sont en effectifs réduits, et de ce fait, elles sont en sureffectif. Y trouver de la place en ces périodes de crise, relève d'un parcours de combattant. Dans ces conditions, l'option la plus évidente est d'inscrire ces apprenants déplacés internes dans les écoles anglophones privées. Mais, faute de moyen, les parents d'enfants déplacés indigents sont souvent contraints à reverser leurs enfants dans le système francophone. N'ayant pas reçu une formation de base dans le sous-système francophone, ces élèves vont développer des faiblesses en français, langue par excellence utilisée pour la transmission par presque tous les enseignants. Par conséquent, les élèves, à cause la langue, sont soit rétrogradés, soit redoubleront les classes. Ceci met en relief l'incapacité des institutions en charge de l'éducation au Cameroun à trouver des solutions durables, notamment en collaborant avec les écoles primaires privées laïques ou confessionnelles. Une action politique dans



ce sens, à travers des protocoles de coopération entre les parties prenantes, permet une meilleure prise en charge scolaire des élèves de parents déplacés. Abandonnées à leur triste sort, les familles s'organisent comme elles peuvent pour garantir l'éducation à leurs enfants.

### *3.2 L'incidence des stress familiaux sur l'apprentissage des élèves déplacés internes*

Bien que soudainement frappées par la crise, ayant perdu l'essentiel de leur économie et leur emploi, les parents déplacés sont tenus par les obligations qui sont les leurs dans une ville marquée par l'absence de solidarité et d'entraide, valeurs chères aux sociétés traditionnelles africaines. L'amour que portent les parents à leurs enfants sauvés de la mort ou portant des séquelles des violences dont ils ont été victimes dans leurs établissements, les galvanise à tout donner d'eux-mêmes pour nourrir et scolariser les leurs. S'il faut encore le préciser, les déplacés sont en plusieurs catégories. Parmi eux se recrutent des personnes dépendantes, celles qui ont des revenus moyens et aussi des riches. La première catégorie, constituée des débrouillards, est celle qui éprouve le plus de difficultés pour son intégration. Arrachées de leur village ou ville où elles exerçaient des métiers dépendants ou indépendants, plusieurs personnes n'ont pas pu faire une reconversion professionnelle les replaçant au même niveau que par le passé. Elles sont contraintes aux petits métiers de la rue. Dans des familles, tout le monde doit participer. Les hommes font ce qu'ils trouvent à faire : ouvriers dans des chantiers de construction, commerce ambulants, coursiers dans des domiciles privés ou dans des entreprises etc. Les femmes quant à elles ne sont pas aussi en reste. Elles pratiquent des métiers tels que femme de ménage, restauratrices dans les tournes-dos, plongeuse dans les grands restaurants, commerçante, mendicante ou tout simplement prostituée. Les enfants ne sont pas épargnés. Comme leurs parents, ils ont un supplément à apporter à la famille. Certains ont abandonné des études pour aider leurs parents à prendre en charge les tout-petits. D'autres par contre exercent sous le contrôle parental, surtout pour ceux qui sont des tenanciers des petits espaces de commerce. De fait, grâce aux revenus des uns et des autres, ces ménages déplacés subviennent mieux aux besoins collectifs de l'unité familiale.

Cependant, ces familles déplacées continuent à vivre dans le choc lorsqu'elles se souviennent qu'autrefois, il y a quelques années seulement, elles étaient épanouies comme toutes les autres. Maintenant, en cette période de migration forcée à Douala, elles sont désarticulées et s'interrogent sur ce qu'elles deviendraient, de l'avenir de leurs enfants. Ces stress familiaux sont la conséquence logique de la comparaison d'une vie où on vivait dans l'autonomie, la suffisance. Ces ménages vivaient « chez eux », libres et garantissaient la protection minimale à tous leurs membres, notamment les enfants très souvent considérés dans les sociétés comme des richesses, la prunelle des yeux des parents et de la communauté de manière globale. Actuellement que les familles vivent « ailleurs », elles doivent dépendre des aléas, notamment financières pour soigner, scolariser ou trouver de quoi manger aux enfants, peu importe la qualité. Se souvenir d'un passé proche au cours duquel on avait un statut social particulier, un

rang économique apprécié, un titre symbolique qui obligeait le respecter, des atouts qu'en tant que membre d'une communauté villageoise, on en jouissait aisément. Ce décalage entre le passé et le présent, entre le « chez soi » et l'« ailleurs » est ce qui frustre et donne à réfléchir aux parents déplacés. Comment ne pas être irrité, angoissé et anxieux lorsqu'on ne parvient plus à assumer ses obligations de parent ? La précarité économique et le regard que portent les autres sur eux sont des facteurs non négligeables dans la résilience familiale dans la zone urbaine de Douala.

Nous voulons dire en fait que la pression des charges familiales juxtaposées aux pressions sociales et économiques a des effets certains sur le comportement socio-éducatif des parents déplacés. Deux cas de figure s'observent. D'un côté, les familles résilientes sont psychologiquement fortes, actives, énergiques et dynamiques. Ils voient les choses autrement, restent confiants et optimistes. Les parents dans ce type de famille ont foi en eux-mêmes, sont engagés à renverser la tendance et offrir un lendemain meilleur à leurs enfants. Deux fois de suite, un interviewé nous a tenu ces propos « Le fait est fait. Nous n'allons rien changer à ce qui s'est passé. Nous devons tourner la page et continuer à se battre pour nous relever. Quand on tombe, on finit par se relever. Avant la crise, j'étais chef d'entreprise. Tout a été brûlé, pillé. Je ne veux pas y penser. Mais je ne peux pas baisser les bras, il y a encore espoir qu'un jour ça ira par l'aide de Dieu ». L'espoir et la détermination restent la base de la motivation qui pousse certains déplacés au travail de la reconstruction de leur image social et économique. Fort de l'esprit combatif et endurant, ces parents sont plus que jamais résolus à se faire encore une place dans la société. Interrogée au sujet de l'avenir de ses enfants, une enseignante en service à Bamenda et ayant laissé ses enfants en garde chez sa belle-mère nous révèle que « les parents doivent faire oublier ce passé à leurs enfants, les soutenir moralement et psychologiquement, les écouter et les servir. Notre nouveau défi est de se rassurer que tout va bien en famille et à l'école. » Le devoir est donc le même pour les parents en quête d'un nouvel élan, pour eux et pour leurs enfants.

De l'autre côté, les parents non résilients sont passifs, et portent le poids des effets des événements qui les ont astreints au déplacement interne. Ils endurent ces réalités qui les affectent sans pourtant trouver une opportunité de sortie. Leur inertie fait qu'ils s'affranchissent de leurs responsabilités parentales. Ils tiennent des discours alarmistes, mus par un esprit défaitiste. Tenancière d'un petit bar où viennent s'asseoir des déplacés du Nord-Ouest et du Sud-Ouest tous les soirs, Mme Queenta s'est confiée à nous en ces termes « tous les jours, c'est pareil. Mes clients sont en majorité des frères qui fuient la guerre. Leur argent ne sert qu'à boire l'alcool. Ceux-là ont déjà tout abandonné à leurs épouses. Quand ils sont dans mon bar, ils racontent beaucoup de choses. Mais, ils ne regardent leurs enfants et leur femme. Rien de bon, ils sont irresponsables et même désespérés. » Si les parents sont désemparés et déconcertés eux-mêmes, que vivent leurs enfants ?

Placé dans cette posture, il est clair que le découragement parental ait des effets négatifs sur la qualité du suivi. Le manque d'affection du père ou la mère impacte sur le rendement scolaire des enfants. Les orientations, les conseils, les jeux, les échanges cordiaux les enseignants et les parents mettent les enfants en confiance. De telles

conduites parentales, surtout auprès des enfants qui ont été victimes de traumatisme facilitent la mise en confiance et un redéploiement pour une reprise des activités scolaires. Or, si on s'en tient aux propos de l'interviewée, l'absence des hommes est remarquable dans leur foyer. Désengagés et sans espoir d'un lendemain meilleur, les pères non résilients coopèrent peu avec leurs enfants, les abandonnant sous la seule responsabilité de leur mère. Dépendant de l'alcool, ils ne participent pas aux différentes charges : payer les factures d'électricité, d'eau et pension alimentaire. Dans cette circonstance, les enfants partent en classe sans goûter, y reviennent à pied pour le seul repas du soir. Quel rendement attendre des enfants affamés ? Ne dit-on pas que ventre affamé n'a point d'oreille ! À défaut de payer l'électricité, des familles sont souvent plongées dans le noir. Tout ceci joue en défaveur des apprenants qui, sans lumière ne peuvent pas réviser leurs leçons.

### **Conclusion**

Au terme de cette réflexion dont le problème est focalisé sur la contribution des écoles primaires publiques à Douala dans la construction de la résilience scolaire chez les élèves de parents déplacés internes de la crise anglophone au Cameroun, deux résultats saillants retiennent notre attention. Au regard de la réalité de terrain, on distingue, d'un côté, un groupe composé d'élèves déplacés internes résilients et de l'autre côté une catégorie constituée quant à elle d'élèves déplacés non résilients. En tant qu'institutions chargées de l'éducation de base, les écoles primaires, à travers ses enseignants et en collaboration avec les familles, les associations et les ONG caritatives, sans oublier les appuis du gouvernement et ses partenaires, prennent soin des élèves déplacés en les aidant à s'adapter dans leur nouvel espace d'apprentissage. Le réconfort mental, psychologique et matériel que reçoivent les élèves est un atout certain pour leur insertion dans les établissements primaires, ce qui se traduit par le fort taux de réussite en fin d'année scolaire. Certes des cas de redoublement ne manquent pas. Il s'agit spécifiquement là des élèves déplacés internes non résilients. L'échec des élèves déplacés inadaptés est imputable d'abord à eux-mêmes, au développement des comportements socio-éducatifs non résilients par leurs parents et, par l'implémentation des actions publiques inadéquates et insuffisantes par le gouvernement à l'endroit des écoles, familles déplacées et des apprenants. Sous cette base, nous retenons de manière globale que le rôle joué par l'école est irremplaçable dans le processus de pansement et de refoulement des chocs que les élèves déplacés ont endurés, tantôt sous les crépitements des armes, tantôt en voyant leurs camarades, criblés de balles, leur corps gisant dans le sang. Fruit des interactions entre la communauté éducative, les alliés de l'éducation et les familles, la résilience des élèves ayant fui la guerre dans le Nord-Ouest et le Sud - Ouest va progressive. La crise perdurant et faisant de nombreuses victimes, il reste que les politiques et les stratégies déployées par le gouvernement soient repensées non seulement pour protéger la population scolaire déplacée, mais aussi soutenir les élèves qui continuent de recevoir des enseignements dans les zones en crise malgré les menaces qui pèsent sur eux, leurs parents et leurs enseignants.

### **Références bibliographiques**

Belsky, J. (1984). The determinants of parenting: a process model. *Child Development*, 55, 83-96

- Egeland, B., Kreutzer, T. (1 991). A longitudinal study of the effects of maternal stress and protective factors on the development of high risk children. Dans A. L. Green, E. M. Cummings, K. H. Karraker (Dir) : *Life-span developmental psychology : perspectives on stress and coping*. Hillsdale, NJ : Lawrence Erlbaum.
- Garnezy, N. (1 991). Resiliency and vulnerability to adverse developmental outcomes associated with poverty. *American Behavioral Scientist*, 34, 416-430.
- Keutcheu, Joseph (2021). La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'Etat du Cameroun. *Politique et sociétés*, 40(2), 3-6.  
<http://doi.org/10.7202/107786ar>.
- Lado Ludovic, Mballa Elanga Edmond VII (2018). *Crise anglophone et forme de l'Etat en débat au Cameroun. Le procès du centralisme étatique*, les éditions du Schabel, Yaoundé
- Lascoumes, P. (1 994). *L'éco-pouvoir. Environnement et politiques*, Paris, La Découverte
- Lemougué, J. E., Nzossie J. F., Kahou Nzouyem J. K. (Novembre 2019). « Les zones d'accueil des personnes déplacées entre recomposition sociodémographique et gestion des personnes à besoins spécifiques. *Démographie : chiffres et manes*, Focus, N° 12
- Masten, A. S. (1 994). Resilience in individual development : successful adaptation despite risk and adversity. Dans M.C. Wang, E.W. Gordon (Dir.) : *Educational resilience in inner-city America*. Hillsdale, NJ : Lawrence Erlbaum
- Mimché Honoré (2006). « Le droit à l'éducation, quelles effectivités pour les réfugiés au Cameroun », communication présentée au colloque international co-organisé par les réseaux FASAF et ROCARE sur le « Éducation, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique », Yaoundé.
- Patterson, G. R., Reid, J. B., Dishion, T. J. (1 992). *Asocial interactional approach. Vol IV. Antisocial boys*. Eugene, OR : Castalia
- Puentes-Neuman, G., Trudel, M., Breton, S. (2 007). L'élève à risque et l'expression de la résilience : une étude longitudinale centrée sur la personne, *Revue des sciences de l'éducation*, 33(3), 623-646. <Http://doi.org/10.7202/018961ar>
- Rutter M. (1 987). Psychological resilience and protective mechanisms. *American journal of Orthopsychiatry*, 57, 316-331
- Rutter, M. (1 979). Protective factors in children's responses to stress and disadvantage. Dans M.W.Kent, J.E. Rolf (Dir) : *Primary prevention of psychopathology : social competence in children*. Hanover, NH : University Press of New England.
- Sen Armantya (1999). *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press
- Sen, Armantya (1992). *Inequality Re-examined*, Oxford, Clarendon Press.
- Tiet, Q. Q., Bird, H.R. et al. (2 001). Resilience in the face of maternal psychopathology and adverse life event. *Journal of Child and Family Studies*, 10 (3), 347-365
- Turner, S., Norman, E., Zung, S. (1 995). Enhancing resiliency in girls and boys : a case for gender specific adolescent prevention programming. *The journal of Primary Prevention*, 16 (1), 25-38